



## La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 213 du 26 février 2021

### Pays Nordiques

	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
<b>Nombre de contaminations</b>	3 661 410	652 465	209 079	69 489	55 122	6 049
<b>Taux de contamination (pour 100 000 habitants)</b>	5 463,74	6 377,83	3 601,64	1 304,17	998,97	1 694,40
<b>Nombre de décès</b>	85 321	12 798	2 345	620	737	29
<b>Taux de décès (pour 100 000 habitants)</b>	127,3	125,1	40,4	11,6	13,4	8,1
<b>Nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin</b>	2 660 000	454 996	362 158	298 742	320 000	19 075
<b>Part de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin (%)</b>	4,0%	4,4%	6,2%	5,6%	5,8%	5,3%

Chiffres du 25 février 2021 - Sources : Eurostat, Worldometers, Agences nationales de Santé

**La surmortalité en 2020 dans les pays nordiques reste globalement faible en dépit de la pandémie.** Selon une étude de l'Université de Stockholm, basée sur des données d'Eurostat, de l'Office suédois des statistiques et de l'Université de Cambridge, la surmortalité dans les pays nordiques en 2020 par rapport à la moyenne annuelle observée entre 2016 et 2019 reste nettement plus faible que dans le reste de l'Europe, à l'exception de la Suède. Celle-ci reste toutefois moins touchée par la covid-19 que les 2/3 des pays européens. Selon de nombreux observateurs, la surmortalité est un indicateur robuste qui permet de comparer différents pays sur la base de données démographiques similaires, alors que la comptabilisation des décès lié au covid laisse plus de marge d'erreur et d'appréciation. A noter que la Norvège est le seul pays avec une surmortalité négative en 2020, un exploit inégalé. La France est quant à elle bien placée dans ce classement.

#### Surmortalité en 2020 par rapport à la moyenne annuelle entre 2016 et 2019 (en % de la population)

Pays	Surmortalité de la population en 2020
Norvège	-0,4%
Danemark	+1,6%
Islande	+1,6%
Finlande	+2,7%
Suède	+7,6%
Allemagne	+5,3%
France	+10,4%
Pays-bas	+11,6%
Suisse	+13,0%
R-U	+15,1%
Belgique	+16,7%
Italie	+17,4%
Espagne	+18,9%



## Danemark

**Malgré les scandales qui ont entaché la réputation de la banque, Danske Bank reste l'une des banques préférées des grands comptes (entreprises et institutions) des pays nordiques**, selon une récente étude indépendante du cabinet Prospera. Les clients ont particulièrement apprécié les qualités de l'analyse boursière et de la gestion de trésorerie de la banque danoise. Au Danemark et en Finlande, Danske Bank conserve sa première place devant Nordea et SEB, tandis qu'elle occupe la deuxième place en Suède. En Norvège, la banque est passée de la quatrième à la deuxième place en 2020, après DNB.

**En janvier 2021, 1 122 faillites d'entreprises ont été enregistrées, soit une hausse de 58% par rapport à décembre 2020** (708 faillites), et un accroissement de 108% par rapport à la même période l'an dernier. Selon Statistics Denmark, 810 emplois ont été perdus suite aux faillites de janvier. Cependant, certains experts relativisent la situation puisque que sur les 1 112 faillites observées en janvier, seulement 225 étaient des entreprises actives (les 900 restantes étant des entreprises dites « zéro », sans employés et avec seulement un petit chiffre d'affaires).

**Une année faste pour les grands fonds de pension danois, ATP et PFA.** Le fonds de pension public ATP affiche son deuxième meilleur résultat de l'histoire en 2020, après une année record en 2019. Le retour sur investissement a atteint 29,9 Mds DKK (4 Mds€) et le bénéfice net 20,3 Mds DKK (2,7 Mds€), contre 34 Mds DKK (4,6 Mds€) en 2019. Cette baisse s'explique notamment par un rebond du retour sur investissement, qui était négatif au premier trimestre. Le fonds de pension privé PFA a quant à lui quadruplé son bénéfice d'exploitation en 2020, pour atteindre 1,3 Md DKK, soit 175 M€ (bien que le retour sur investissement soit plus faible que prévu). Alors que le fonds ATP est incertain dans ses prévisions pour 2021, le fonds privé PFA reste optimiste et attend un résultat en ligne avec 2020.

**Malgré une bonne année 2020, le fonds de pension public ATP doit faire face à des accusations d'obtention d'aides d'État illégales, ainsi que de concurrence déloyale.** Une dénonciation anonyme a mis en évidence le fait que le plus grand fonds de pension du Danemark était dans l'irrégularité depuis la création de son dernier fonds, ATP PEP, en octobre 2020. Ce dernier, qui investit dans des fonds de private equity, est critiqué à cause des bonus élevés versés aux partenaires à partir d'argent provenant de prélèvements obligatoires sur les revenus des Danois.

**Danske Bank affiche un bénéfice plus décevant que prévu en 2020**, de 4,6 Mds DKK (620 M€), soit une baisse significative par rapport à 2019 (2 Mds€). Pour 2021, Danske Bank s'attend à un rebond, avec un résultat net entre 9 et 11 Mds DKK (1,2 - 1,5 Md€). Bien qu'au début de l'année dernière, Danske Bank ait renoncé à verser des dividendes pour l'année 2019 (suite à la recommandation de l'Autorité danoise de surveillance financière), la banque versera pour l'année 2020 un dividende de 2 DKK (30 centimes d'euro) par action (contre 1,15€ en 2018 et 1,35€ en 2017).

## Finlande

**Le nombre de voitures électriques en circulation, bien qu'en croissance, reste encore faible.** Les voitures électriques en circulation ont plus que doublé en 2020 par rapport à l'année précédente (passant d'environ 4 600 à plus de 9 600). Au total, en 2020, près de 40% des nouvelles immatriculations de voitures ont concerné des voitures électriques (4,5%) ou hybrides (1/3). La faible accessibilité des bornes de recharge et le choix relativement limité des modèles constituent des freins à l'achat ; le principal obstacle à la vente reste cependant le prix, sachant qu'en moyenne le budget dont disposent les acheteurs finlandais se situe entre 17 000 et 21 000€. Le gouvernement a donc mis en place des avantages fiscaux et une prime à la casse de 1 000 à 2 000€ peut être réclamée depuis décembre 2020. Au total, les aides pour l'achat d'une voiture électrique peuvent atteindre 4 000€. Les voitures électriques et hybrides ne représentent toutefois encore que respectivement 0,3% et 1,7% du parc automobile en circulation. Le gouvernement finlandais se dit pourtant confiant d'arriver à sa cible de 250 000 véhicules électriques et 50 000 véhicules roulant au biogaz d'ici 2030.

**Le géant forestier Metsä Group a annoncé la construction d'une nouvelle usine de bioproduits** à Kemi (au nord du pays) pour remplacer son usine de pâte à papier actuelle désuète. Il s'agit du plus gros investissement de l'histoire de l'industrie forestière finlandaise (1,6 Md€) dans son pays d'origine. L'usine produira encore de la pâte, mais aussi de nouveaux bioproduits tels que l'huile de tall (utilisée notamment pour les biocarburants), la térébenthine, du gaz de bois, des granulés de bois, de l'acide sulfurique et probablement aussi des fibres textiles. La production de la nouvelle usine sera 2,5 fois plus importante que celle de l'usine actuelle et devrait démarrer en 2023.

**Les forêts finlandaises sont de plus en plus perçues comme un investissement par les investisseurs institutionnels**, et notamment des fonds d'investissement. La part des propriétaires privés, agriculteurs et personnes physiques (souvent propriétaires de parcelles de petite taille) a diminué de près de 90% en 2015 à moins de 65% en 2020. Les investisseurs institutionnels ont été particulièrement actifs et ont représenté 18% des acquisitions en 2020, les entreprises 14%. Les changements de propriétaires ont été particulièrement élevés dans le nord du pays, avec une augmentation des transactions de 33% en Laponie, ainsi qu'une hausse des prix de 16%.

**La société d'assurance-crédit Finnvera est fortement déficitaire en 2020.** Après plus de 20 ans de résultats bénéficiaires, la société nationale d'assurance-crédit Finnvera a annoncé un résultat déficitaire de 748 M€ pour 2020.



Finnvera accorde des garanties aussi bien pour les activités domestiques qu'à l'exportation, ce qui explique que parmi plus de 26 000 entreprises clientes, l'on trouve 0,6% de grands groupes, 87% de micro-entreprises et 13% de PME (chiffres arrondis). Parmi les mesures d'aides aux entreprises à la suite de la pandémie, le gouvernement finlandais a augmenté le plafond des garanties de 4,2 Mds à 12 Mds€ ; un « fast track » a été mis en place et la base pour le pourcentage des garanties accordées a été montée à 90%. En 2020, les garanties de crédit accordées par Finnvera se sont élevées à 1,7 Md€ (1 Md en moyenne annuelle). Cette situation déficitaire s'explique très largement par la nécessité de constituer des provisions pour pertes de 1,2 Md€ compte tenu des nombreuses annulations ou reports de commandes de navires de croisière, un secteur majeur de l'économie finlandaise (3% des exportations du pays) et particulièrement du portefeuille de Finnvera (49% en 2020). Selon le rapport annuel de cette société, les demandes totales de financement sont progressivement retournées à la normale. Cependant elle a identifié un goulot d'étranglement pour les petites sociétés exportatrices, à la suite de nombreux refus de banques de délivrer des financements inférieurs à 20 M€.

## Norvège

**La Norvège juge illégaux les quotas de pêche de l'UE au large du Svalbard.** Le quota de pêche de 28 431 tonnes de cabillaud au large du Svalbard, accordé de manière unilatérale par l'UE, viole la souveraineté norvégienne, et ces prises seront considérées comme illégales, a fait savoir le ministre de la Pêche, Odd Emil Ingebrigtsen au commissaire européen à la Pêche, Virginijus Sinkevicius. Depuis la création d'une zone économique de 200 miles en 1977, la Norvège délivre des quotas de pêche à des pays tiers, dont environ 17 885 tonnes de cabillaud à l'UE en 2021.

**Prévisions économiques à l'horizon 2060.** Comme tous les quatre ans, le gouvernement a présenté son rapport « Perspektivmelding », qui compile ses prévisions économiques pour les quarante prochaines années. Comme l'a expliqué le ministre des Finances, Jan Tore Sanner, les dépenses de l'Etat devraient augmenter plus rapidement que ses recettes, en raison du vieillissement de la population (2 actifs/retraité en 2060 contre 4/retraité actuellement), de la baisse des recettes fiscales, et du ralentissement des bénéfices de l'exploitation pétrolière. Par conséquent, la marge de manœuvre budgétaire de l'Etat devrait continuer à diminuer (21 Mds NOK (2 Mds€) par an en moyenne sur la dernière décennie, contre 4 Mds NOK (390 M€) en 2030). L'exécutif devra donc favoriser l'emploi, notamment dans le secteur privé, et défendre les acquis de l'EEE, souligne le « Perspektivmelding ».

**Exportations de saumon en 2021.** Depuis l'entrée en vigueur du Brexit au 1<sup>er</sup> janvier, le volume de saumon exporté vers la Grande-Bretagne a reculé de 16%. Sur la même période, l'ensemble des exportations de saumon ont augmenté de 12% en moyenne, et de 21% vers la France (semaine 4). D'après l'organisation patronale du secteur des produits de la mer (Sjømat Norge), les producteurs norvégiens auraient des difficultés à écouler leur marchandise sur le marché britannique, tandis que les producteurs écossais se tourneraient davantage vers le marché intérieur en raison des nouvelles contraintes à l'export. Sjømat Norge redoute de nouvelles difficultés après l'introduction de nouvelles exigences vétérinaires par la Grande-Bretagne le 1<sup>er</sup> avril, puis de nouveaux dispositifs de contrôle aux frontières le 1<sup>er</sup> juillet.

**Discours annuel du directeur de la Banque centrale.** Dans son discours annuel, le directeur de la Banque centrale, Øystein Olsen, a mis en garde contre les conséquences du ralentissement économique mondial sur la croissance du Fonds pétrolier. Bien qu'il ait atteint une valeur historique (11 000 Mds NOK (1 000 Mds€)), le fonds souverain est plus exposé aux risques de la conjoncture, en particulier sur le marché des actions et en raison des taux d'intérêts très bas. Par conséquent, les perspectives de croissance s'approchent de 2% par an dans les années à venir, ce qui remettra sans doute en question le plafond de prélèvements par l'Etat (3% de la valeur du fonds). Selon Øystein Olsen, les finances publiques devront limiter les ponctions massives dans le fonds aux périodes de crise.

**Manifestation contre Norwegian en Italie.** Des pilotes et des personnels navigants italiens, récemment licenciés par Norwegian en raison de l'arrêt de ses vols long-courrier, ont manifesté devant l'Ambassade de Norvège à Rome. Ils reprochent à la compagnie d'avoir refusé tout dialogue avec ses 322 anciens salariés, et de les avoir embauchés via la filiale irlandaise du groupe, les empêchant de bénéficier de la protection sociale italienne. Environ 300 postes ont été également supprimés en France suite au repli de la compagnie sur le marché nordique et européen, souligne Aftenposten/E24.

**Norwegian.** La justice irlandaise a prolongé de 50 jours la protection contre la faillite de Norwegian. La compagnie aura donc jusqu'au 16 avril pour trouver un accord avec ses créanciers. De son côté, Norwegian a annoncé que les investisseurs qui injecteraient du nouveau capital dans le cadre d'un prêt hybride ne récupéreraient pas 150% des montants investis sous forme de prêt à taux zéro sur une période de six ans, mais 200% des sommes. Si Norwegian parvient à traverser cette crise, l'Etat pourrait donc récupérer 750 M NOK (73 M€) supplémentaires sur les 3 Mds NOK (290 M€) qu'il a injectés en 2020. En revanche, en cas de faillite de Norwegian d'ici 2027, l'Etat pourrait perdre 4,5 Mds NOK (437 M€) (3 Mds (290 M€) prêtés en 2020 + 1,5 Md NOK (145 M€) sous forme de prêt hybride).



## Suède

**Les perspectives des finances publiques à long terme restent solides.** L'Institut national de la conjoncture (KI) souligne qu'en dépit des plans de soutien et de relance pour faire face à la crise covid-19 et des défis démographiques qui se dessinent à l'horizon 2040 qui engendreront un surcroît considérable de charges pour les finances publiques, les perspectives suédoises restent solides sur le long terme. Comme le montre le tableau ci-après, la dette brute consolidée (définition Maastrichtienne) restera inférieure à 40% jusqu'en 2050, alors que les prélèvements obligatoires seront limités à moins de 43% durant cette période, ce qui laisse de la marge de manœuvre pour augmenter le revenu des établissements publics en cas de crise. Le gouvernement n'a pas lancé de réflexion durant la crise covid-19 pour assainir les finances publiques puisque la dette brute consolidée reste faible. La dernière réforme remonte à 2019 et la prochaine réforme parlementaire n'aura normalement pas lieu avant 2027. La trajectoire consiste à maintenir la dette Maastrichtienne autour de 35% du PIB avec une marge de fluctuation de +/-5% en fonction de la conjoncture. Selon l'OCDE la Suède était le 4ème pays avec la pression fiscale la plus élevée avec 43,9% du PIB en 2018, derrière la Belgique (44,8%), le Danemark (44,9%) et la France (46,1%), qui occupe ainsi le premier rang pour la deuxième année consécutive. Au début des années 2000 cette place revenait systématiquement à la Suède.

Evolution de la dette Maastrichtienne et des prélèvements obligatoires dans le scénario de base (en % du PIB)

	2000	2010	2020	2030	2040	2050
<b>Dette Maastrichtienne</b>	50,3%	38,1%	39,6%	37,3%	38,2%	38,8%
<b>Prélèvements obligatoires</b>	48,6%	42,9%	43,2%	42,5%	42,7%	42,8%

**Le commerce en ligne affiche une hausse des ventes de 40% en 2020.** Selon le baromètre de la Poste suédoise, la pandémie a contribué à l'accélération des modes de consommation en ligne avec des ventes électroniques qui représentent désormais 122 Mds SEK (12,2 Mds€), soit une progression de 40% par rapport à 2019. Si le e-commerce gagne des parts de marché depuis plusieurs années, il ne représente toujours que 14% des ventes globales contre 11% en 2019. Parmi les secteurs où l'on observe une hausse des ventes particulièrement importante, on trouve l'agro-alimentaire (avec un quasi-doublement des ventes en ligne), les ventes d'ameublement et le secteur de la beauté et la santé qui affichent une hausse des ventes de 60%. Pour le prêt à porter, la hausse reste en revanche limitée à 16%, ce qui compense une partie de la forte baisse constatée dans les boutiques.

**La Suède et la Norvège débattent d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre Stockholm et Oslo.** Le temps de trajet entre les deux capitales est actuellement de plus de 5h et pourrait être ramené à 2h55. Dans un rapport, la Chambre de commerce de Stockholm propose de moderniser certaines infrastructures, de créer de nouveaux tronçons et d'augmenter le nombre de voies sur une partie de la liaison. Le coût, évalué par la société de lobbying « Oslo - Stockholm 2.55 » (qui appartient à plusieurs municipalités et régions) serait d'environ 64 Mds SEK (6,3 Mds€). Le ministre des Infrastructures norvégien a récemment annoncé son intérêt à aller plus loin dans cette initiative et attend un positionnement du gouvernement suédois qui se montre sceptique quant au financement du projet (notamment la part de financements privés, envisagée comme alternative pour accélérer la construction). Le gouvernement suédois présentera au printemps son projet de loi infrastructures, qui allouera les budgets publics aux différentes propositions.

**La biotech franco-autrichienne Valneva conditionnera son candidat vaccin anti-covid à Stockholm après production des substances dans des usines en Ecosse.** Valneva, issue du rapprochement de la société autrichienne Intercell AG et la start-up française Vivalis en 2013, a développé un candidat-vaccin contre la covid-19 pour lequel elle a déjà reçu des précommandes, principalement de la part du Royaume-Uni (60 M de doses pour livraison en septembre 2021 et 40 M de doses supplémentaires en 2022), mais aussi de l'Union européenne (60 M de doses). Le vaccin sera produit dans des usines en Ecosse pour être conditionné à Solna dans la banlieue de Stockholm à compter du mois de mars 2021. Valneva recrutera 60 personnes supplémentaires sur ce site.

**Spotify permettra à ses employés de télétravailler jusqu'à 100% du temps, même après la pandémie.** Le géant suédois du streaming musical lance le programme *Work from anywhere* selon lequel il contractualisera chaque année la part de télétravail (« home/office mix ») de ses salariés. Ceux-ci pourront travailler du lieu de leur choix, tout en profitant des conditions d'emploi du bureau d'embauche (ainsi, un employé rattaché au bureau de New York pourra travailler au Colorado en profitant des conditions salariales de NYC). Spotify s'engage à fournir un environnement de travail sain (matériel de bureau, ergonomie, etc) mais imposera aux employés de se rendre au bureau à intervalles réguliers (tous les x mois, entériné dans le contrat). Cette politique RH attractive devrait permettre à Spotify de recruter des talents dans le monde entier et d'améliorer le bien être au travail des salariés.

**Spotify annonce plusieurs nouvelles fonctionnalités et s'étend sur 85 nouveaux marchés en Asie, en Afrique, en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes.** La plateforme sera bientôt disponible dans 178 pays, ce qui lui



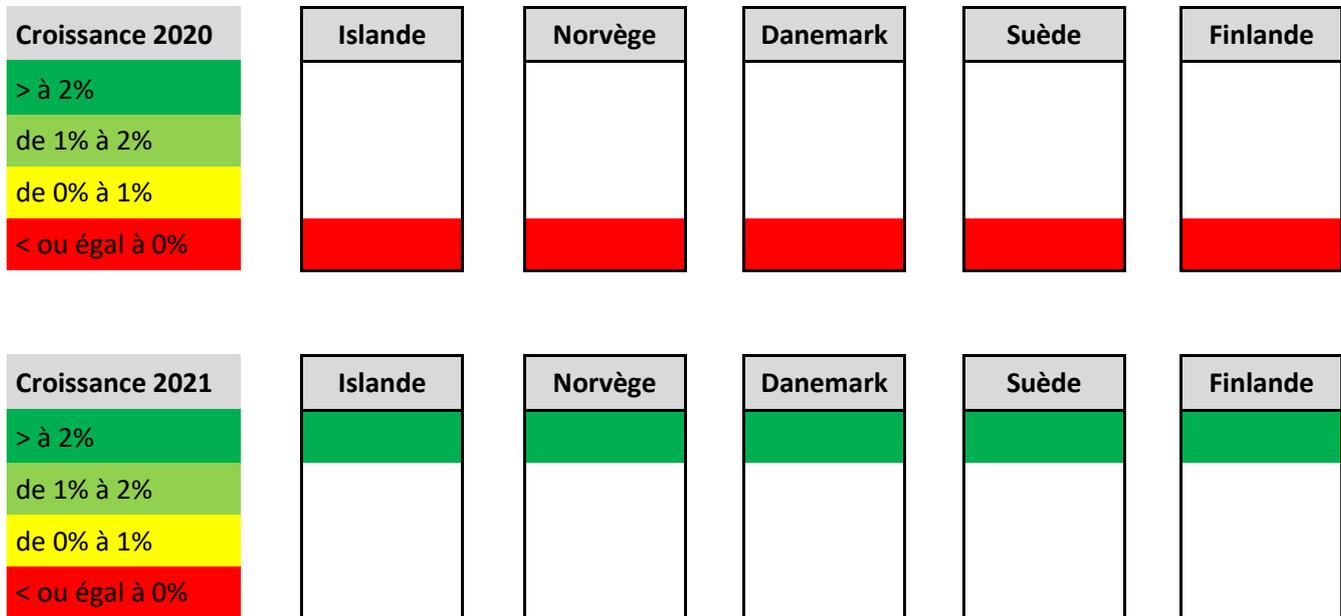
offrira une couverture géographique supérieure à celle de son principal rival, Apple Music (70 M d'abonnés, contre 155 M pour Spotify), présent dans 167 pays. Spotify déploiera par ailleurs plusieurs nouveautés pour créer et monétiser les contenus audio (meilleure qualité de son pour les abonnés premium, renforcement des podcasts, recettes publicitaires, etc). Les nouvelles annonces du leader du streaming musical ont conquis les marchés financiers : à Wall Street le groupe atteint son record historique et franchit pour la première fois le cap des 70 Mds\$ de capitalisation boursière.

**Volvo Trucks et DHL concluent un partenariat dans le cadre d'un projet pilote de transport lourd électrique.** Le géant allemand de la logistique utilisera un Volvo FH (plus grand camion électrique au monde avec un poids maximal autorisé de 60 tonnes) sur le tronçon Göteborg-Jönköping (150 km). Au cours de ce projet pilote unique, Volvo et DHL collecteront des informations pour optimiser la conception d'infrastructures appropriées sur l'intégralité de l'itinéraire (distance, poids de charge, puissance des bornes de recharge, etc.). Le projet fait partie de REEL, une initiative suédoise dirigée par l'Agence de l'innovation Vinnova pour promouvoir la transition vers un système de transport de marchandises électrifié.

**L'appel d'offres pour le premier grand projet de route électrifiée (e-Roads) devrait être lancé d'ici l'été selon l'Agence suédoise des transports Trafikverket.** Le choix de la technologie sera décidé l'an prochain par l'agence. Un segment de 15 km sur l'autoroute E20 entre Norvik et Västerhaninge ou bien entre Hallsberg et Örebro sera électrifié d'ici 2025. A ce stade, la Suède a construit quatre e-Roads d'environ 2 km chacune sur des technologies différentes. Elles permettent aux poids-lourds électriques de se recharger tout en roulant, soit par conduction (caténaires de Siemens sur l'E16, rails dans le bitume d'Evia au nord de Stockholm et d'Elonroad à Lund), soit par induction (Electreon à Gotland).



## 1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'été (juillet 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-4,5	4,2	-3,3	2,5	-3,1	4,4	-2,9	3,0	-9	5,0
Banque centrale	-3,6	3,6	-3,8	2,2	-1,8	3,8	-4,0	2,6	-8,0	2,4
Institut stat./conj****	-4,0	2,9	-4,5	3,2	<b>-1,6</b>	<b>4,4</b>	-3,4	3,6	-7,6	4,9
Commission*	-3,9	3,5	-4,3	2,9	-3,6	2,8	-3,4	3,3	-7,3	3,1
FMI**	-4,5	3,5	-4	3,6	-2,8	3,6	-4,7	3,5	-7,2	4,1
OCDE***	-3,9	1,8	-4,0	1,5	-1,2	3,2	-3,2	3,3	-7,7	3,0
SEB (02/2021)	-4,0	3,0	-3,3	2,8	-1,3	3,4	-2,6	2,8	-	-
Nordea (01/2021)	-3,7	2,5	-3,0	3,0	-3,4	2,7	-2,9	4,0	-	-
Danske Bank (01/2021)	-3,7	2,3	-3,3	2,2	-3,3	4,0	-3,2	3,3	-	-

Source :

\* Prévisions d'automne (novembre 2020)

\*\* World Economic Outlook (novembre 2020)

\*\*\* Perspectives économiques (décembre 2020)

\*\*\*\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration



## 2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Déficit public										
Gouvernement	-3,9	-2,4	-6,1	-5,2	7,6	-	-3,9	-3,6	-1,7	-
Commission*	-4,2	-2,5	-7,6	-4,8	3,1	7,8	-3,9	-2,5	-9,4	-9,2
FMI**	-4,0	-3,0	-6,8	-4,1	-1,8	2,0	-5,9	-2,0	-10,0	-7,0
OCDE***	-3,9	-2,9	-7,5	-5,1	-1,3	1,8	-4,0	-3,8	-14,4	-13

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Dette publique										
Gouvernement	43,2	41,5	69,0	71,4	-	-	39,8	40,8	-	-
Commission*	45,0	41,1	69,8	71,8	46,2	43,7	39,9	40,5	60,6	67,3
FMI**	34,5	39,3	67,9	68,6	40,0	40,0	41,9	41,7	51,7	52,5
OCDE***	44,1	40,1	63,8	68,5	-	-	38,3	38,3	77,9	90,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Autres										
inflation (IPCH)*	0,3	1,1	0,4	1,1	1,3	1,8	0,6	0,8	3,0	2,8
cons. privée*	-2,9	4,7	-4,4	3,5	-6,8	3,9	-4,6	3,4	-5,7	2,9
chômage (BIT)*	6,1	5,8	7,9	7,7	5,3	4,8	8,8	9,2	10,1	9,5

### Source :

\* *Prévisions d'automne* (novembre 2020) - Commission

\*\* *World Economic Outlook* (novembre 2020)

\*\*\* *Perspectives économiques* (décembre 2020)

\*\*\*\* Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

### Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

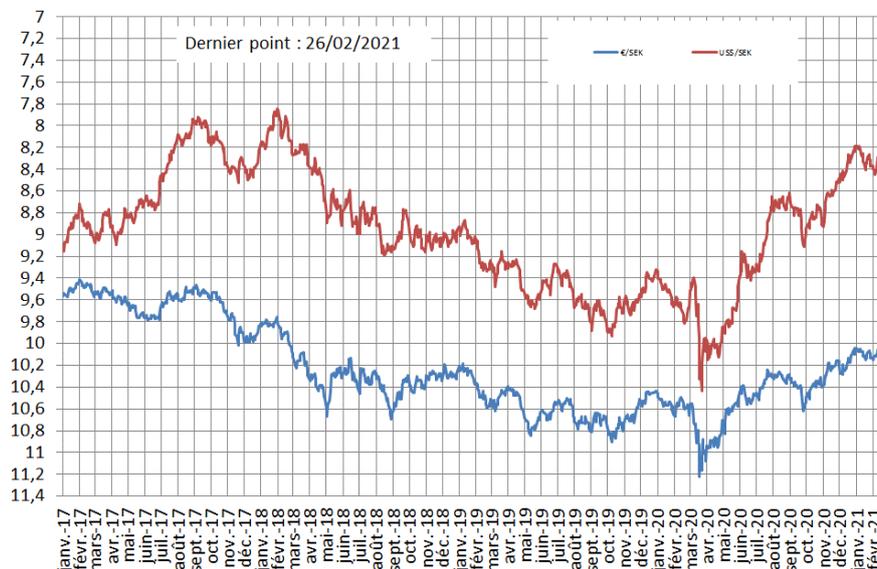
**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration

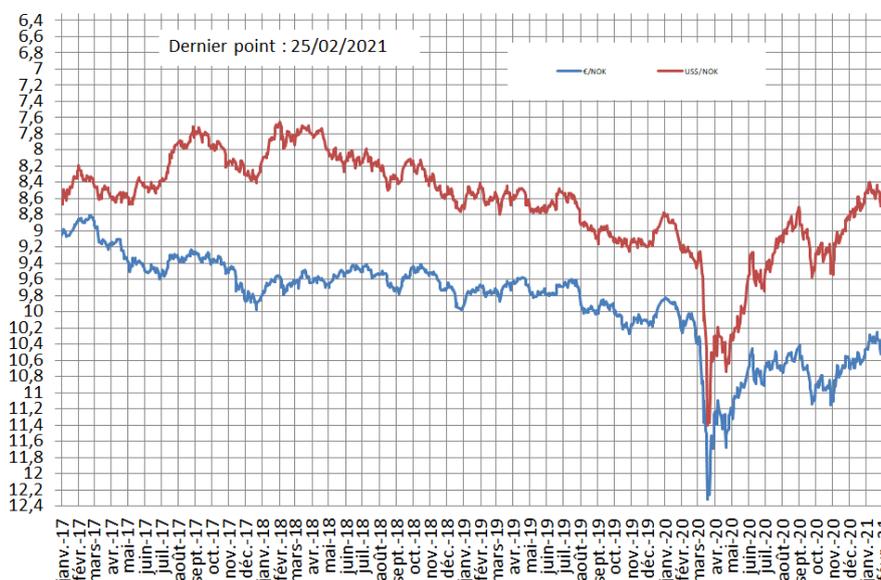


### 3. Evolution des taux de change

#### Couronne suédoise



#### Couronne norvégienne



#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à

[eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr](mailto:eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Ingalill d'Armaillé (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay), Helsinki (P. Pouliquen, J. Zribi, M. Lamothe), Oslo (B. Zanghellini, P. d'Anglejan Chatillon) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, P. Charrier).